

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de son adoption.

Art. 3. Le Ministre compétent en matière d’Affaires sociales est chargé de l’exécution du présent arrêté.

Eupen, le 5 juillet 2018.

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,

O. PAASCH

Le Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales,

A. ANTONIADIS

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2018/203798]

5 JULI 2018. — Besluit van de Regering tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap van 21 oktober 1992 tot inrichting van de Basisoverlegcomités van de Duitstalige Gemeenschap

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, artikel 10, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1983, en artikel 11, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 11 april 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, artikel 34, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 december 2007, alsook artikel 42, § 1, en artikel 97bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 mei 2001;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap van 21 oktober 1992 tot inrichting van de Basisoverlegcomités van de Duitstalige Gemeenschap;

Gelet op het met redenen omkleed advies van het hoog overlegcomité van de Duitstalige Gemeenschap, gegeven op 11 juni 2018;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, C, van het besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap van 21 oktober 1992 tot inrichting van de Basisoverlegcomités van de Duitstalige Gemeenschap worden de woorden “Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de personen met een handicap alsmede voor de bijzondere sociale bijstandsverlening” vervangen door de woorden “Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor zelfbeschikkend leven”.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt aangenomen.

Art. 3. De Minister bevoegd voor Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 5 juli 2018.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,

O. PAASCH

De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,

A. ANTONIADIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/204313]

19 JUILLET 2018. — Décret portant des dispositions fiscales diverses (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Modifications du Code des droits de succession

Article 1^{er}. L’article 4 du Code des droits de succession est complété par un 3^o rédigé comme suit :

« 3^o toutes donations entre vifs de biens meubles faites par le défunt sous une condition suspensive qui s’est réalisée par suite du décès du donateur. ».

Art. 2. L’article 7 du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L’exemption du droit de donation visée à l’article 131sexies, alinéa 1^{er}, du Code des droits d’enregistrement, d’hypothèque et de greffe n’exclut pas l’application du présent article. Dans ce cas, la date du pacte successoral ne présume pas la date de la donation. ”.

Art. 3. L’article 32 du même Code, remplacé par le décret du 30 avril 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 32. Sont exclues du passif, les dettes et les obligations de sommes mentionnées à l’article 4. ”.

Art. 4. Dans l’article 135 du même Code, à l’alinéa 1^{er}, il est inséré un 11^o rédigé comme suit :

« 11^o lorsque, dans le cas prévu à l’article 135bis, l’attestation y visée est déposée dans le délai visé à l’article 135bis, alinéa 5; ».

Art. 5. Il est inséré dans le même Code un article 135bis rédigé comme suit :

« Art. 135bis. En cas de succession, d'un bien immobilier situé en Région wallonne et destiné en tout ou en partie à l'habitation, le droit de succession perçu peut donner lieu à une restitution à concurrence de vingt-cinq pour cent du montant toute taxe comprise des dépenses réalisées en vue d'économiser l'énergie visées au présent article, sans que cette restitution ne puisse excéder 2.500 euros, aux conditions cumulatives suivantes :

1° l'héritier, dans ou au pied de la déclaration de succession donnant lieu à la perception du droit de succession ou dans un écrit signé joint à cette déclaration, a demandé l'application de la présente disposition;

2° l'héritier a établi sa résidence principale à l'endroit du bien dans l'année qui suit la date de dépôt de la déclaration de succession;

3° l'héritier a conservé sa résidence principale dans l'immeuble donné durant une période minimale ininterrompue de trois ans à compter de la date de l'établissement de sa résidence principale dans l'immeuble pour lequel l'application du présent article a été demandée;

4° l'héritier a effectué et a payé dans les trois ans qui suivent la date de dépôt de la déclaration des dépenses en vue d'économiser l'énergie dans l'immeuble;

5° l'héritier a réalisé les travaux concernés par les dépenses dont question au point 4° dans les trois ans qui suivent la date de dépôt de la déclaration de succession;

6° l'héritier fournit au receveur une attestation par laquelle il est précisé qu'il répond aux conditions du présent article.

Lorsque l'héritier n'a pas pu conserver sa résidence principale dans l'immeuble considéré pour cause de force majeure ou de raison impérieuse de nature médicale, familiale, professionnelle ou sociale, la condition prévue à l'alinéa 1^{er}, 3°, ne doit plus être remplie à dater de cette force majeure ou de cette raison impérieuse.

Lorsque l'héritier n'a pas pu finaliser les travaux pour cause de force majeure, la condition prévue à l'alinéa 1^{er}, 5°, ne doit plus être remplie à dater de cette force majeure.

Le Gouvernement détermine les modalités d'application du présent article et les dépenses à réaliser en vue d'économiser l'énergie.

La restitution peut être demandée dès que les conditions du présent article sont remplies et doit être dans tous les cas, introduite au plus tard à l'expiration d'un délai de six mois qui suit la fin de la période de trois ans à compter de la date de l'établissement de sa résidence principale à l'endroit du bien reçu. ».

CHAPITRE II. — Modifications du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe

Art. 6. L'article 131 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, remplacé par le décret du 17 décembre 2015 et modifié par le décret du 21 décembre 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 131. Pour les donations entre vifs de biens immobiliers, il est perçu un droit proportionnel sur l'émolument brut de chacun des donataires d'après le tarif indiqué dans le tableau ci-après.

Celui-ci mentionne :

- sous la lettre a : le pourcentage applicable à la tranche correspondante;
- sous la lettre b : le montant total de l'impôt sur les tranches précédentes.

Tranche de la donation		Ligne directe, entre époux et entre cohabitants légaux		Entre autres personnes	
De	à inclus	a	b	a	b
EUR	EUR	p.c.	EUR	p.c.	EUR
0,01	150.000	3	-	10	-
150.000,01	250.000	9	4.500	20	15.000
250.000,01	450.000	18	13.500	30	35.000
Au-delà de 450.000,01		27	49.500	40	95.000

Pour l'application de la présente section, on entend par :

- époux ou conjoint : la personne qui, au moment de la donation, était dans une relation de mariage avec le donateur conformément aux dispositions du Livre premier, Titre V, du Code civil, ainsi que la personne qui, au moment de la donation, était dans une relation de mariage avec le donateur conformément au Chapitre III du Code de Droit international privé;

- cohabitant légal : la personne qui, au moment de la donation, était domiciliée avec le donateur et était avec lui dans une relation de cohabitation légale conformément aux dispositions du Livre III, Titre Vbis, du Code civil, ainsi que la personne qui, au moment de la donation, était domiciliée ou avait sa résidence habituelle avec le donateur, au sens de l'article 4 du Code de Droit international privé, et était avec lui dans une relation de vie commune conformément au Chapitre IV du même Code. ».

Art. 7. A l'article 131bis, § 1^{er}, alinéa premier, du même Code, remplacé par le décret du 11 avril 2014 et modifié par le décret du 13 décembre 2017, la phrase liminaire est remplacée par ce qui suit :

« Pour les donations entre vifs de biens meubles, il est perçu, sur l'émolument brut de chacun des donataires, un droit de : ”.

Art. 8. A l'article 131bis, § 1^{er}, du même Code, il est ajouté un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Toutefois, ce droit n'est pas applicable aux donations entre vifs de biens meubles faites sous une condition suspensive qui se réalisent par suite du décès du donateur, et qui, en vertu de l'article 4, 3°, du Code des droits de succession, sont assimilées aux legs pour la perception du droit de succession. ”.

Art. 9. L'article 131ter, inséré par le décret du 15 décembre 2005 et modifié par les décrets du 17 décembre 2015 et du 21 décembre 2016, du même Code, est abrogé.

Art. 10. Dans le même Code, il est inséré un article 131^{sexies} rédigé comme suit :

« Art. 131^{sexies}. Par dérogation à l'article 131 ou à l'article 131^{bis}, est exempté de droit d'enregistrement, la valeur de la donation entre vifs, de biens meubles, non enregistrée antérieurement, mentionnée dans un pacte successoral soumis aux articles 1100/2 à 1100/6 du Code civil ou dans la convention visée à l'article 843/1 du même Code.

L'exemption visée à l'alinéa 1^{er} s'applique uniquement si, dans ou au pied de l'acte, ou dans un écrit y annexé, les parties :

1° demandent l'application du présent article, et;

2° déclarent que la donation a été consentie antérieurement à la date du pacte successoral ou de la convention visée à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 11. Dans l'article 134 du même Code, l'alinéa 3, remplacé par le décret du 30 avril 2009, est abrogé.

Art. 12. Dans l'article 135 du même Code, alinéa 1^{er}, modifié en dernier lieu par le décret du 15 décembre 2005, les mots « et du droit fixé à l'article 131^{ter} » sont abrogés.

Art. 13. Dans l'article 136 du même Code, alinéa 1^{er}, modifié par l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967 et par la loi du 22 décembre 1989, le mot « précédent » est remplacé par le mot « 135 ».

Art. 14. L'article 137 du même Code, remplacé par le décret du 30 avril 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 137. Pour déterminer le tarif applicable à la donation de biens immeubles, la base imposable de celle-ci est ajoutée à la somme qui a servi de base de perception sur les donations de biens immeubles déjà intervenues entre les mêmes parties, constatées par actes remontant à moins de trois ans avant la date de la nouvelle donation et qui, avant la même date, ont été enregistrés ou sont devenus obligatoirement enregistrables. ».

Art. 15. L'article 138/1 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 15 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 138/1. Les actes de donation de biens immeubles, qu'ils soient obligatoirement enregistrables ou présentés volontairement à la formalité, doivent énoncer s'il est déjà intervenu entre les mêmes parties une ou des donations de biens immeubles, et constatées par actes remontant à moins de trois ans avant la date de la nouvelle donation et qui, avant la même date, ont été enregistrés ou sont devenus obligatoirement enregistrables.

Dans l'affirmative, ils doivent mentionner la date de ces actes ainsi que la base sur laquelle l'impôt a été ou doit être perçu.

Les énonciations et mentions prévues au présent article pour les actes de donations de biens immeubles, peuvent être faites dans une déclaration certifiée et signée au pied de l'acte par le donataire ou, en son nom, par le notaire instrumentant, avec l'enregistrement.

Si lesdites énonciations et mentions font défaut ou si elles sont inexactes ou incomplètes, les parties encourrent indivisiblement une amende égale au droit éludé, sans qu'elle puisse être inférieure à 25 euros. ».

Art. 16. L'article 211 du même Code, abrogé par la loi du 12 juillet 1960, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 211. En cas de donation entre vifs, d'un bien immeuble situé en Région wallonne et destiné en tout ou en partie à l'habitation, par un acte ayant subi le droit fixé conformément aux articles 131 à 138/2, le droit perçu est restitué à concurrence de vingt-cinq pour cent du montant toute taxe comprise des dépenses réalisées en vue d'économiser l'énergie visées au présent article, sans que cette restitution ne puisse excéder 2.500 euros, aux conditions cumulatives suivantes :

1° le donataire, dans ou au pied du document ayant donné lieu à la perception du droit d'enregistrement proportionnel ou dans un écrit signé joint à ce document, a demandé l'application de la présente disposition;

2° le donataire a établi sa résidence principale à l'endroit du bien donné dans l'année qui suit l'acte de donation;

3° le donataire a conservé sa résidence principale dans l'immeuble donné durant une période minimale ininterrompue de trois ans à compter de la date de l'établissement de sa résidence principale dans l'immeuble pour lequel l'application du présent article a été demandée;

4° le donataire a effectué et a payé dans les trois ans qui suivent l'acte de donation des dépenses réalisées en vue d'économiser l'énergie dans l'immeuble donné;

5° le donataire a réalisé les travaux concernés par les dépenses dont question au point 4° dans les trois ans qui suivent l'acte de donation;

6° le donataire fournit une attestation par laquelle il est précisé qu'il répond aux conditions du présent article.

Lorsque le donataire n'a pas pu conserver sa résidence principale dans l'immeuble considéré pour cause de force majeure ou de raison impérieuse de nature médicale, familiale, professionnelle ou sociale, la condition prévue à l'alinéa 1^{er}, 3°, ne doit plus être remplie à dater de cette force majeure ou de cette raison impérieuse.

Lorsque le donataire n'a pas pu finaliser les travaux pour cause de force majeure, la condition prévue à l'alinéa premier, 5°, ne doit plus être remplie à dater de cette force majeure.

Le Gouvernement détermine les modalités d'application du présent article et les dépenses à réaliser en vue d'économiser l'énergie.

La restitution peut être demandée dès que les conditions du présent article sont remplies et doit être dans tous les cas, introduite au plus tard à l'expiration d'un délai de six mois qui suit la fin de la période de trois ans à compter de la date de l'établissement de sa résidence principale à l'endroit du bien donné. ».

CHAPITRE III. — *Modification du Code des Impôts sur les Revenus 1992 (CIR 92)*

Art. 17. L'article 253 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« Est exonéré de précompte immobilier pendant une période de 5 ans à partir du jour où s'est produit l'événement dont la déclaration est prescrite par l'article 473, le revenu cadastral :

- des immeubles bâtis nouvellement construits à l'état neuf et qui sont, le jour où s'est produit l'événement dont la déclaration est prescrite par l'article 473, intégralement situés dans le périmètre d'un " quartier nouveau " arrêté par le Gouvernement wallon;

- des immeubles bâtis concernés par une opération de démolition suivie d'une reconstruction à l'état neuf, lorsque les travaux entraînent la fixation d'un revenu cadastral supérieur de 10 p.c. au revenu cadastral précédant et qui sont, le jour où s'est produit l'évènement dont la déclaration est prescrite par l'article 473, intégralement situés dans le périmètre d'un " quartier nouveau " arrêté par le Gouvernement wallon;

- des immeubles bâtis concernés par une rénovation lorsque les travaux entraînent une augmentation du revenu cadastral à concurrence de 10 p.c. du revenu existant, et qui sont, le jour où s'est produit l'évènement dont la déclaration est prescrite par l'article 473, intégralement situés dans le périmètre d'un " quartier nouveau " arrêté par le Gouvernement wallon.

Les " quartiers nouveaux " sont des projets d'urbanisation plurifonctionnels sélectionnés par le Gouvernement wallon parce qu'ils s'inscrivent dans une démarche innovante, exemplative, globale et intégrée de développement durable et permettent de renforcer l'attractivité et la compétitivité des territoires, créer des emplois de qualité, cimenter la cohésion sociale, favoriser l'égalité des chances et la participation citoyenne, créer un tissu social et culturel propice à la convivialité, lutter contre le réchauffement climatique et préserver l'environnement.

Leur périmètre est arrêté par le Gouvernement wallon pour une durée de 15 ans. ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modificatives/Modifications du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable*

Art. 18. L'article 14 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable est modifié comme suit :

a) il est inséré un paragraphe 3bis libellé comme suit :

« § 3bis. Il est accordé dans la limite des moyens budgétaires disponibles, une aide aux étudiants de l'enseignement supérieur domiciliés sur le territoire de la Région wallonne régulièrement inscrits dans une Université, une Haute Ecole ou une Ecole supérieure des Arts organisée ou subventionnée par la Communauté française visant au défraiement partiel de leurs frais de logement. »,

b) dans le paragraphe 5, il est inséré un 6° libellé comme suit :

« 6° le temps de parcours entre le domicile de l'étudiant et l'implantation d'enseignement où il est inscrit. ». ».

CHAPITRE V. — *Entrée en vigueur*

Art. 19. Le présent décret entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 18 dont le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 juillet 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie,
du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux,
du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

(1) Session 2017-2018.

Documents du Parlement wallon, 1152 (2017-2018) N°s 1 à 9.

Compte rendu intégral, séance plénière du 18 juillet 2018.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/204313]

19. JULI 2018 — Dekret zur Festlegung von verschiedenen steuerrechtlichen Bestimmungen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Abänderungen des Erbschaftssteuergesetzbuches*

Artikel 1 - Artikel 4 des Erbschaftssteuergesetzbuches wird um eine Ziffer 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"3° jegliche Schenkungen unter Lebenden von beweglichen Gütern, die der Verstorbene unter einer aufschiebenden Bedingung getätigt hat, die sich infolge des Todes des Schenkers erfüllt hat."

Art. 2 - Artikel 7 desselben Gesetzbuches wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Erbschaftssteuerbefreiung im Sinne von Artikel 131^{sexies} Absatz 1 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches schließt die Anwendung des vorliegenden Artikels nicht aus. In diesem Fall hängt das Datum der Schenkung nicht vom Datum des Erbvertrags ab."

Art. 3 - Artikel 32 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 30. April 2009, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 32 - Die Schulden und Geldschuldenerkenntnisse im Sinne von Artikel 4 sind aus den Passiva ausgeschlossen".

Art. 4 - In Artikel 135 Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird eine Ziffer 11 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"11. wenn in dem in Artikel 135^{bis} erwähnten Fall die dort erwähnte Bescheinigung innerhalb der in Artikel 135^{bis} Absatz 5 angegebenen Frist abgegeben wird."

Art. 5 - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel 135^{bis} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 135^{bis} - Im Falle des erbrechtlichen Erwerbs eines in der Wallonischen Region gelegenen Immobilienguts, das ganz oder teilweise zu Wohnzwecken bestimmt ist, kann die erhobene Erbschaftssteuer Anlass zu einer Erstattung in Höhe von fünfundzwanzig Prozent des Betrags einschließlich aller Steuern der zu Zwecken Energieeinsparungen getätigten Ausgaben im Sinne des vorliegenden Artikels geben, wobei diese Erstattung 2.500 Euro nicht überschreiten darf, wenn alle nachstehenden Bedingungen erfüllt sind:

1° der Erbe hat im Text oder am Fuß der Erbfallanmeldung, die die Erhebung der Erbschaftssteuer veranlasst, oder in einem der Erbfallanmeldung beigefügten unterschriebenen Schriftstück die Anwendung vorliegender Bestimmung beantragt;

2° der Erbe hat innerhalb des Jahres nach dem Datum der Hinterlegung der Erbfallanmeldung seinen Hauptwohntort am Ort des Gutes gewählt;

3° der Erbe hat seinen Hauptwohntort während eines ununterbrochenen Mindestzeitraums von drei Jahren ab der Wahl seines Hauptwohntortes im geschenkten Immobiliengut behalten, für das die Anwendung des vorliegenden Artikels beantragt worden ist;

4° der Erbe hat innerhalb von drei Jahren nach dem Datum der Hinterlegung der Erbfallanmeldung Ausgaben zu Zwecken von Energieeinsparungen im Immobiliengut gemacht und gezahlt;

5° der Erbe hat innerhalb von drei Jahren nach dem Datum der Hinterlegung der Erbfallanmeldung die Arbeiten in Zusammenhang mit den unter Ziffer 4 angeführten Ausgaben durchgeführt;

6° der Erbe legt dem Einnehmer eine Bescheinigung vor, durch die bestätigt wird, dass er den Bedingungen des vorliegenden Artikels genügt.

Wenn der Erbe seinen Hauptwohntort in dem betreffenden Immobiliengut aus Gründen höherer Gewalt oder aus zwingenden Gründen gesundheitlicher, familiärer, beruflicher oder sozialer Art nicht hat behalten können, muss die Bedingung nach Absatz 1 Ziffer 3 ab dem Datum dieser höheren Gewalt oder dieses zwingenden Grundes nicht mehr erfüllt werden.

Wenn der Erbe die Arbeiten aus Gründen höherer Gewalt nicht zu Ende bringen können, muss die Bedingung nach Absatz 1 Ziffer 5 ab dem Datum dieser höheren Gewalt nicht mehr erfüllt werden.

Die Regierung bestimmt die Anwendungsmodalitäten des vorliegenden Artikels und die zu Zwecken von Energieeinsparungen zu tätigen Ausgaben.

Die Erstattung kann beantragt werden, sobald die Bedingungen des vorliegenden Artikels erfüllt sind, und der entsprechende Antrag muss auf jeden Fall am Ablauf einer Frist von sechs Monaten nach dem Ende des dreijährigen Zeitraums, der ab dem Datum der Wahl seines Hauptwohntortes am Ort des erhaltenen Gutes läuft, eingereicht worden sein."

KAPITEL II — Abänderungen des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches

Art. 6 - Artikel 131 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015 und abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2016, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 131 - Für die Schenkungen unter Lebenden von unbeweglichen Gütern wird auf dem brutto Schenkungsanteil jedes Schenkungsempfängers eine Proportionalsteuer erhoben, die dem in den nachstehenden Tabellen festgelegten Tarif entspricht.

In der Tabelle gelten:

- unter Buchstabe a: der auf die entsprechende Rate anwendbare Prozentsatz;
- unter Buchstabe b: der Gesamtbetrag der Steuer auf die vorigen Raten.

Teilbetrag der Schenkung		Gerade Linie, zwischen Ehepartnern und zwischen gesetzlich zusammenwohnenden Partnern		zwischen allen anderen Personen	
von	bis einschließlich	a	b	a	b
EUR	EUR	v.H.	EUR	v.H.	EUR
0,01	150.000	3	-	10	-
150.000,01	250.000	9	4.500	20	15.000
250.000,01	450.000	18	13.500	30	35.000
Über 450.000,01		27	49.500	40	95.000

Zur Anwendung des vorliegenden Abschnitts gelten folgende Definitionen:

- Ehegatte oder Ehepartner: die Person, die zum Zeitpunkt der Schenkung mit dem Schenker in einem Eheverhältnis gemäß den Bestimmungen des Buches I, Titel V des Zivilgesetzbuches stand, sowie die Person, die zum Zeitpunkt der Schenkung mit dem Schenker in einem Eheverhältnis gemäß Kapitel III des Gesetzbuches des internationalen Privatrechts stand;
- gesetzlich zusammenwohnender Partner: die Person, die zum Zeitpunkt der Schenkung mit dem Schenker ihren Wohnsitz hatte und mit ihm in einem Verhältnis des gesetzlichen Zusammenwohnens gemäß den Bestimmungen des Buches III, Titel Vbis des Zivilgesetzbuches stand, sowie die Person, die zum Zeitpunkt der Schenkung mit dem Schenker ihren Wohnsitz oder ihren gewöhnlichen Aufenthaltsort hatte im Sinne des Artikels 4 des Gesetzbuches des internationalen Privatrechts, und die mit ihm in einer Zusammenlebensbeziehung gemäß Kapitel IV desselben Gesetzbuches stand.“.

Art. 7 - In Artikel 131bis § 1 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 11. April 2014 und abgeändert durch das Dekret vom 13. Dezember 2017, wird der einleitende Satz durch folgenden Satz ersetzt:

“Bei Schenkungen unter Lebenden von beweglichen Gütern wird auf dem brutto Schenkungsanteil jedes Schenkungsempfängers eine Steuer erhoben, die sich auf Folgendes beläuft: .

Art. 8 - In Artikel 131bis § 1 desselben Gesetzbuches wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Diese Steuer ist jedoch nicht auf Schenkungen unter Lebenden von beweglichen Gütern anwendbar, die unter einer aufschiebenden Bedingung getätigt werden, die sich infolge des Todes des Schenkers erfüllt, und die kraft Artikel 4 Ziffer 3 des Erbschaftssteuergesetzbuches für die Erhebung der Erbschaftsteuer Vermächtnissen gleichgestellt werden.“.

Art. 9 - Artikel 131ter desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 15. Dezember 2005 und abgeändert durch die Dekrete vom 17. Dezember 2015 und 21. Dezember 2016, wird aufgehoben.

Art. 10 - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel 131sexies mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 131sexies - Abweichend von Artikel 131 oder Artikel 131bis ist der Wert der Schenkung unter Lebenden von beweglichen Gütern, die nicht bereits registriert worden ist, und in einem Erbvertrag, der den Artikeln 1100/2 bis 1100/6 des Zivilgesetzes unterliegt, oder in der in Artikel 843/1 desselben Gesetzes erwähnten Vereinbarung, angeführt wird, von der Registrierungsteuer freigestellt.

Die Freistellung nach Absatz 1 gilt nur dann, wenn die Parteien im Text oder am Fuß der Urkunde oder in einem ihr beigefügten Schriftstück:

1° die Anwendung des vorliegenden Artikels beantragen, und

2° erklären, dass die Schenkung vor dem Datum des Erbvertrags oder der Vereinbarung nach Absatz 1 bewilligt worden ist.“.

Art. 11 - In Artikel 134 desselben Gesetzbuches wird der durch das Dekret vom 30. April 2009 ersetzte Absatz 3 aufgehoben.

Art. 12 - In Artikel 135 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 15. Dezember 2005, werden die Wörter “und nach Art. 131ter ermittelten Steuer” gestrichen.

Art. 13 - In Artikel 136 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass Nr. 12 vom 18. April 1967 und durch das Gesetz vom 22. Dezember 1989 werden die Wörter “vorigen Artikel” durch “Artikel 135” ersetzt.

Art. 14 - Artikel 137 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 30. April 2009, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 137 - Um den auf die Schenkung von unbeweglichen Gütern anwendbaren Tarif zu bestimmen, wird deren Besteuerungsgrundlage mit der Summe addiert, die als Erhebungsgrundlage auf die bereits zwischen denselben Parteien erfolgten Schenkungen von unbeweglichen Gütern gedient hat, die durch Urkunden festgestellt worden sind, die weniger als drei Jahre vor dem Datum der neuen Schenkung ausgestellt wurden, und die vor demselben Datum registriert bzw. obligatorisch registrierbar worden sind.“.

Art. 15 - Artikel 138/1 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 15. Dezember 2005, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 138/1 - In den Schenkungsurkunden für unbewegliche Güter, egal ob sie obligatorisch zu registrieren sind oder der Formalität freiwillig unterzogen werden, muss vermerkt werden, ob zwischen denselben Parteien schon eine bzw. mehrere Schenkungen von unbeweglichen Gütern stattgefunden hat bzw. haben, die durch Urkunden festgestellt worden sind, die weniger als drei Jahre vor dem Datum der neuen Schenkung ausgestellt wurden, und die vor demselben Datum registriert bzw. obligatorisch registrierbar worden sind.

Ist dies der Fall, so müssen sie das Datum dieser Urkunden sowie die Grundlage, auf welcher die Steuer erhoben wurde bzw. erhoben werden muss, angeben.

Die in vorliegendem Artikel für die Schenkungsurkunden für unbewegliche Güter vorgesehenen Vermerke und Angaben können gleichzeitig mit der Registrierung in einer am Fuß der Urkunde beglaubigten und vom Schenkungsempfänger oder in dessen Namen vom amtierenden Notar unterzeichneten Erklärung gemacht werden.

Wenn die genannten Vermerke und Angaben fehlen oder wenn sie unrichtig oder unvollständig sind, verwirken die Parteien gesamtschuldnerisch eine Geldbuße, deren Betrag der hinterzogenen Steuer entspricht, wobei sie nicht weniger als 25 Euro betragen darf.“.

Art. 16 - Artikel 211 desselben Gesetzbuches, aufgehoben durch das Gesetz vom 12. Juli 1960, wird in der folgenden Fassung wieder eingefügt:

"Art. 211 - Im Falle der Schenkung unter Lebenden eines in der Wallonischen Region gelegenen unbeweglichen Guts, das ganz oder teilweise zu Wohnzwecken bestimmt ist, durch eine Urkunde, die der Steuer nach Artikel 131 bis 138/2 unterzogen worden ist, wird die erhobene Steuer in Höhe von fünfundzwanzig Prozent des Betrags einschließlich aller Steuern der zu Zwecken Energieeinsparungen getätigten Ausgaben im Sinne des vorliegenden Artikels erstattet, wobei diese Erstattung 2.500 Euro nicht überschreiten darf, wenn alle nachstehenden Bedingungen erfüllt sind:

1° der Schenkungsempfänger hat in dem oder am Fuße des Dokuments, das die Erhebung der verhältnismäßigen Registrierungsgebühr veranlasst hat, oder in einem diesem Dokument beigefügten unterzeichneten Schriftstück, die Anwendung der vorliegenden Bestimmung beantragt;

2° der Schenkungsempfänger hat innerhalb des Jahres nach dem Datum der Schenkungsurkunde seinen Hauptwohntort am Ort des geschenkten Gutes gewählt;

3° der Schenkungsempfänger hat seinen Hauptwohntort während eines ununterbrochenen Mindestzeitraums von drei Jahren ab der Wahl seines Hauptwohntortes im geschenkten Immobiliengut behalten, für das die Anwendung des vorliegenden Artikels beantragt worden ist;

4° der Schenkungsempfänger hat innerhalb von drei Jahren nach dem Datum der Schenkungsurkunde Ausgaben zu Zwecken von Energieeinsparungen im geschenkten Immobiliengut gemacht und gezahlt;

5° der Schenkungsempfänger hat innerhalb von drei Jahren nach dem Datum der Schenkungsurkunde die Arbeiten in Zusammenhang mit den unter Ziffer 4 angeführten Ausgaben durchgeführt;

6° der Schenkungsempfänger legt eine Bescheinigung vor, durch die bestätigt wird, dass er den Bedingungen des vorliegenden Artikels genügt.

Wenn der Schenkungsempfänger seinen Hauptwohntort in dem betreffenden Immobiliengut aus höherer Gewalt oder aus zwingenden Gründen gesundheitlicher, familiärer, beruflicher oder sozialer Art nicht hat behalten können, muss die Bedingung nach Absatz 1 Ziffer 3 ab dem Datum dieser höheren Gewalt oder dieses zwingenden Grundes nicht mehr erfüllt werden.

Wenn der Schenkungsempfänger die Arbeiten aus Gründen höherer Gewalt nicht zu Ende bringen können, muss die Bedingung nach Absatz 1 Ziffer 5 ab dem Datum dieser höheren Gewalt nicht mehr erfüllt werden.

Die Regierung bestimmt die Anwendungsmodalitäten des vorliegenden Artikels und die zu Zwecken von Energieeinsparungen zu tätigen Ausgaben.

Die Erstattung kann beantragt werden, sobald die Bedingungen des vorliegenden Artikels erfüllt sind, und der entsprechende Antrag muss auf jeden Fall am Ablauf einer Frist von sechs Monaten nach dem Ende des dreijährigen Zeitraums, der ab dem Datum der Wahl seines Hauptwohntortes am Ort des geschenkten Gutes läuft, eingereicht worden sein."

KAPITEL III — *Abänderung des Einkommensteuergesetzbuches 1992 (ESG 92)*

Art. 17 - Artikel 253 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 wird um drei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Wird während eines Zeitraums von 5 Jahren ab dem Tag, an dem das Ereignis eingetreten ist, dessen Erklärung in Artikel 473 vorgeschrieben ist, vom Immobilienvorabzug freigestellt, das Katastereinkommen:

- der bebauten Immobilien, die im Neuzustand neu gebaut worden sind, und die am Tag, an dem das Ereignis eingetreten ist, dessen Erklärung in Artikel 473 vorgeschrieben ist, vollständig im Perimeter eines von der Wallonischen Regierung erlassenen "neuen Viertels" befindlich sind;

- der bebauten Immobilien, die Gegenstand einer Abbruchmaßnahme gefolgt durch einen Wiederaufbau im Neuzustand sind, wenn die Arbeiten die Festlegung eines Katastereinkommens veranlassen, das das vorhergehende Katastereinkommen um 10 Prozent übersteigt, und die am Tag, an dem das Ereignis eingetreten ist, dessen Erklärung in Artikel 473 vorgeschrieben ist, vollständig im Perimeter eines von der Wallonischen Regierung erlassenen "neuen Viertels" befindlich sind;

- der bebauten Immobilien, die Gegenstand einer Renovierung sind, wenn die Arbeiten eine Erhöhung des Katastereinkommens um 10 Prozent des bestehenden Katastereinkommens veranlassen, und die am Tag, an dem das Ereignis eingetreten ist, dessen Erklärung in Artikel 473 vorgeschrieben ist, vollständig im Perimeter eines von der Wallonischen Regierung erlassenen "neuen Viertels" befindlich sind.

Gelten als "neue Viertel" die von der Wallonischen Regierung deswegen ausgewählten multifunktionalen Urbanisierungsprojekte, weil sie Teil eines innovativen, exemplarischen, globalen und integrierten Ansatzes im Rahmen der nachhaltigen Entwicklung sind, und in dem sind, die Attraktivität und Wettbewerbsfähigkeit der Gebiete zu steigern, qualitative Arbeitsstellen zu schaffen, den sozialen Zusammenhalt zu festigen, die Chancengleichheit und die Bürgerbeteiligung zu fördern, ein geselliges soziales und kulturelles Gefüge zu schaffen, die Klimaerwärmung zu bekämpfen und die Umwelt zu schützen.

Ihr Perimeter wird von der Wallonischen Regierung für eine Dauer von 15 Jahren bestimmt."

KAPITEL IV — *Abändernde Bestimmungen / Änderungen im Wallonischen Gesetzbuch über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse*

Art. 18 - Artikel 14 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse wird wie folgt abgeändert:

a) ein Paragraph 3bis mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"§ 3bis. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel wird den Studenten des Hochschulwesens, die in dem Gebiet der Wallonischen Region ihren Wohnsitz haben, und in einer von der französischen Gemeinschaft organisierten oder bezuschussten Universität, Hochschule oder Kunsthochschule ordnungsgemäß eingeschrieben sind, eine Beihilfe gewährt, um ihre Wohnungskosten teilweise zu entschädigen."

b) in Paragraph 5 wird eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"6° die Fahrtzeit zwischen dem Wohnsitz des Studenten und der Unterrichtsniederlassung, in der er ordnungsgemäß eingeschrieben ist." ».

KAPITEL V — *Inkrafttreten*

Art. 19 - Das vorliegende Dekret tritt zehn Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 18, dessen Inkrafttretedatum von der Regierung festgelegt wird.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 19. Juli 2018

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung
A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation,
digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung
P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung,
öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen,
Energie, Klima und Flughäfen
J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden,
Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

(1) Sitzungsperiode 2017-2018

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1152 (2017-2018) Nrn. 1 bis 9.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 18. Juli 2018.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/204313]

19 JULI 2018. — Decreet houdende verscheidene fiscale bepalingen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het Wetboek der successierechten*

Artikel 1. Artikel 4 van het Wetboek der successierechten wordt aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt :

“3° alle schenkingen onder levenden van roerende goederen gedaan door de overledene onder een opschortende voorwaarde die ten gevolge van het overlijden van de schenker is uitgevoerd.”.

Art. 2. Artikel 7 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met volgend lid :

“De vrijstelling van de schenkbelasting bedoeld in artikel 131^{sexies}, eerste lid, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten sluit de toepassing van dit artikel niet uit. In dit geval is de datum van de erfovereenkomst geen vermoeden van de datum van de schenking.”.

Art. 3. Artikel 32 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 30 april 2009, wordt vervangen door wat volgt :

“Art. 32. Worden uitgesloten uit het passief, de schulden en de schuldbekentenissen van sommen vermeld in artikel 4.”.

Art. 4. In artikel 135 van hetzelfde Wetboek, in het eerste lid, wordt een punt 11° ingevoegd, luidend als volgt :

“11° wanneer in het geval bedoeld in artikel 135^{bis}, het erin bedoelde attest overgemaakt wordt binnen de in artikel 135^{bis}, vijfde lid, bedoelde termijn;”.

Art. 5. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel 135^{bis} ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 135^{bis}. In het geval van de erfopvolging van een onroerend goed gelegen in het Waals Gewest en geheel of gedeeltelijk bestemd voor bewoning, kan het geheven successierecht aanleiding geven tot een terugbetaling van maximaal vijftieng procent van het bedrag alle belastingen inbegrepen van de uitgaven met het oog op het besparen van de in dit artikel bedoelde energie, zonder dat deze terugbetaling meer dan 2.500 euro bedraagt, onder de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° de erfgenaam, in of onderaan de aangifte van nalatenschap die aanleiding geeft tot de heffing van het successierecht of in een bij die aangifte gevoegd ondertekend schrijven, heeft om de toepassing van deze bepaling verzocht;

2° de erfgenaam heeft zijn hoofdverblijfplaats gevestigd op de plaats van het goed binnen een jaar na de datum van indiening van de aangifte van nalatenschap;

3° de erfgenaam heeft zijn hoofdverblijfplaats in het geschonken onroerend goed behouden gedurende een ononderbroken periode van drie jaar vanaf het tijdstip waarop hij zijn hoofdverblijfplaats gevestigd heeft in het onroerend goed waarvoor de toepassing van dit artikel is aangevraagd;

4° de erfgenaam heeft binnen de drie jaar na de datum van indiening van de aangifte uitgaven gemaakt en betaald om energie in het onroerend goed te besparen;

5° de erfgenaam heeft de werkzaamheden waarop de in punt 4 bedoelde uitgaven betrekking hebben, verricht binnen drie jaar na de datum van indiening van de aangifte van nalatenschap;

6° de erfgenaam bezorgt de ontvanger een attest waarin bepaald wordt dat hij aan de voorwaarden van dit artikel voldoet.

Wanneer de erfgenaam zijn hoofdverblijfplaats niet in kwestieus onroerend goed heeft kunnen handhaven wegens overmacht of om dwingende reden van medische, familiale, beroeps- of maatschappelijke aard, moet de voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 3°, niet langer worden vervuld te rekenen van die overmacht of dwingende reden.

Wanneer de erfgenaam door overmacht de werkzaamheden niet heeft kunnen voltooien, moet vanaf de datum van die overmacht niet langer worden voldaan aan de voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 5°.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van dit artikel en de uitgaven die moeten worden gedaan om energie te besparen.

De teruggave kan worden aangevraagd zodra aan de voorwaarden van dit artikel is voldaan en moet in ieder geval uiterlijk worden ingediend na afloop van een termijn van zes maanden die volgt op het einde van de periode van drie jaar, te rekenen vanaf de datum van vestiging van de hoofdverblijfplaats op de plaats van het geschonken goed.”.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten

Art. 6. Artikel 131 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, vervangen bij het decreet van 17 december 2015 en gewijzigd bij het decreet van 21 december 2016, wordt vervangen door wat volgt :

”Art. 131. Voor de schenkingen onder levenden van onroerende goederen wordt over het bruto-aandeel van elk der begiftigden een evenredig recht geheven volgens het in de onderstaande tabellen vermelde tarief.

Hierin wordt vermeld :

- onder littera a : het percentage geldend voor de overeenstemmende schijf;
- onder littera b : het totaalbedrag van de belasting op de voorgaande schijven.

Gedeelte van de schenking		Tarief in rechte lijn tussen echtgenoten en tussen samenwonenden		Tussen andere personen	
Van	tot en met	a	b	a	b
EUR	EUR	p.c.	EUR	p.c.	EUR
0,01	150.000	3	-	10	-
150.000,01	250.000	9	4.500	20	15.000
250.000,01	450.000	18	13.500	30	35.000
Boven de 450.000,01		27	49.500	40	95.000

Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder :

- echtgeno(o)t(e) : de persoon die zich op het moment van de schenking in een huwelijksrelatie met de schenker bevond overeenkomstig de bepalingen van Boek I, Titel V, van het Burgerlijk Wetboek, alsook de persoon die zich op het moment van de schenking in een huwelijksrelatie met de schenker bevond overeenkomstig Hoofdstuk III van het Wetboek van Internationaal privaatrecht;

- wettelijke samenwonende : de persoon die op het moment van de schenking bij de schenker woonachtig was en zich met hem in een wettelijke samenwoningsrelatie bevond overeenkomstig de bepalingen van Boek III, Titel Vbis, van het Burgerlijk Wetboek, alsook de persoon die op het moment van de schenking bij de schenker woonachtig was of zijn gebruikelijke verblijfplaats bij de schenker had, in de zin van artikel 4 van het Wetboek van Internationaal privaatrecht, en zich met hem in een samenwoningsrelatie bevond overeenkomstig Chapitre IV van hetzelfde Wetboek.”

Art. 7. In artikel 131bis, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 11 april 2014 en gewijzigd bij het decreet van 13 december 2017, wordt de inleidende zin vervangen als volgt :

”Voor de schenkingen onder levenden van roerende goederen wordt op het bruto-aandeel van elk der begiftigden een recht geheven van : ”.

Art. 8. In artikel 131bis, § 1, van hetzelfde Wetboek, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

Dit recht is evenwel niet van toepassing op de schenkingen onder levenden van roerende goederen gedaan onder een opschortende voorwaarde die vervuld wordt ingevolge het overlijden van de schenker, en die krachtens artikel 4, 3°, van het Wetboek van successierechten als legaten worden beschouwd voor de heffing van het recht van successie.”.

Art. 9. Artikel 131ter, ingevoegd bij het decreet van 15 december 2005 en gewijzigd bij de decreten van 17 december 2015 en 21 december 2016 van hetzelfde Wetboek, wordt opgeheven.

Art. 10. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel 131sexies ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 131sexies. In afwijking van artikel 131 of artikel 131bis is de waarde van de schenking onder levenden van roerende goederen, niet eerder geregistreerd, vermeld in een erfovereenkomst bedoeld in de artikelen 1100/2 tot en met 1100/6 van het Burgerlijk Wetboek of in de overeenkomst bedoeld in artikel 843/1 van hetzelfde Wetboek, vrijgesteld van registratierecht.

De vrijstelling bedoeld in het eerste lid is uitsluitend van toepassing als, in of onderaan op de akte, of op het erbij gevoegde geschrift, de partijen:

1° de toepassing van dit artikel vragen, en;

2° verklaren dat de schenking vóór de datum van de erfovereenkomst of de in lid 1 bedoelde overeenkomst heeft plaatsgevonden.”.

Art. 11. In artikel 134 van hetzelfde Wetboek, wordt het derde lid, vervangen bij het decreet van 30 april 2009, opgeheven.

Art. 12. In artikel 135 van hetzelfde Wetboek, eerste lid, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 december 2005, worden de woorden “en van het recht vastgesteld in artikel 131^{ter}” opgeheven.

Art. 13. In artikel 136 van hetzelfde Wetboek, eerste lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967 en bij de wet van 22 december 1989 worden de woorden “vorig artikel” vervangen door de woorden “artikel 135”.

Art. 14. Artikel 137 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 30 april 2009, wordt vervangen door wat volgt :

“Art. 137. Ter bepaling van het op een schenking van onroerende goederen toepasselijk tarief, wordt de desbetreffende belastbare grondslag gevoegd bij de som die heeft gediend tot grondslag van heffing op de schenkingen van onroerende goederen welke reeds tussen dezelfde partijen zijn voorgekomen en vastgesteld werden door akten die dagtekenen van minder dan drie jaar vóór de datum der nieuwe schenking en vóór laatstbedoelde datum geregistreerd werden of verplicht registreerbaar geworden zijn.”.

Art. 15. Artikel 138/1 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 december 2005, wordt vervangen door wat volgt :

“Art. 138/1. De schenkingsakten van onroerende goederen, verplicht registreerbaar of vrijwillig ter formalisering aangeboden, moeten vermelden of een of meer schenkingen van onroerende goederen reeds zijn voorgekomen tussen dezelfde partijen, en vastgesteld werden door akten die dagtekenen van minder dan drie jaar vóór de datum der nieuwe schenking en vóór laatstbedoelde datum geregistreerd werden of verplicht registreerbaar geworden zijn.

Zo ja, dan moeten zij de datum van deze akten en de grondslag waarop de belasting werd of moet worden geheven, vermelden.

De in dit artikel bedoelde verwoordingen en vermeldingen met betrekking tot de schenkingsakten van onroerende goederen kunnen worden aangebracht in een gewaarmerkte en ondertekende verklaring onderaan op de akte door de begiftigde of, op diens naam, door de instrumenterende notaris, met de registratie.

Bij het ontbreken of de onnauwkeurigheid of onvolledigheid van deze verwoordingen of vermeldingen, wordt aan de partijen een ondeelbare boete opgelegd die gelijk is aan het ontdoken recht, met een minimum van 25 euro.”.

Art. 16. Artikel 211 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 12 juli 1960, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

“Art. 211. In het geval van schenking onder levenden van een onroerend goed gelegen in het Waals Gewest en geheel of gedeeltelijk bestemd voor bewoning, bij een akte waarop het bij de artikelen 131 tot 138/2 vastgestelde recht is voldaan, wordt het geheven recht terugbetaald ter hoogte van vijftientwintig procent van het bedrag alle belastingen inbegrepen van de uitgaven met het oog op het besparen van de in dit artikel bedoelde energie, zonder dat deze terugbetaling meer dan 2.500 euro bedraagt, onder de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° de begiftigde, in of onderaan het document dat aanleiding heeft gegeven tot de heffing van het evenredig registratierecht of in een bij dat document gevoegd en ondertekend geschrift, heeft om de toepassing van deze bepaling verzocht;

2° de begiftigde heeft zijn hoofdverblijfplaats gevestigd op de plaats van het geschonken goed binnen het jaar volgend op de schenkingsakte;

3° de begiftigde heeft zijn hoofdverblijfplaats in het geschonken onroerend goed behouden gedurende een ononderbroken periode van drie jaar vanaf het tijdstip waarop hij zijn hoofdverblijfplaats gevestigd heeft in het onroerend goed waarvoor de toepassing van dit artikel is aangevraagd;

4° de begiftigde heeft binnen de drie jaar na de schenkingsakte uitgaven gemaakt en betaald om energie in het geschonken goed te besparen;

5° de begiftigde heeft de werkzaamheden waarop de in punt 4° bedoelde uitgaven betrekking hebben, verricht binnen drie jaar na de schenkingsakte;

6° de begiftigde bezorgt een attest waarin bepaald wordt dat hij aan de voorwaarden van dit artikel voldoet.

Wanneer de begiftigde zijn hoofdverblijfplaats niet in kwestieus onroerend goed heeft kunnen handhaven wegens overmacht of om dwingende reden van medische, familiale, beroeps- of maatschappelijke aard, moet de voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 3°, niet langer worden vervuld te rekenen van die overmacht of dwingende reden.

Wanneer de begiftigde door overmacht de werkzaamheden niet heeft kunnen voltooien, moet vanaf de datum van die overmacht niet langer worden voldaan aan de voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 5°.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van dit artikel en de uitgaven die moeten worden gedaan om energie te besparen.

De teruggave kan worden aangevraagd zodra aan de voorwaarden van dit artikel is voldaan en moet in ieder geval uiterlijk worden ingediend na afloop van een termijn van zes maanden die volgt op het einde van de periode van drie jaar, te rekenen vanaf de datum van vestiging van de hoofdverblijfplaats op de plaats van het geschonken goed. ”.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92)*

Art. 17. Artikel 253 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wordt aangevuld met drie leden, luidend als volgt :

“Wordt vrijgesteld van de onroerende voorheffing gedurende een periode van 5 jaar vanaf de dag waarop het feit waarvan de aangifte bij toepassing van artikel 473 is voorgeschreven, zich heeft voorgedaan, het kadastraal inkomen:

- van nieuw gebouwde bebouwde goederen in nieuwe staat en die, de dag waarop het feit waarvan de aangifte bij toepassing van artikel 473 is voorgeschreven, volledig gelegen zijn binnen de omtrek van een “nieuwe wijk” vastgelegd door de Waalse Regering;

- van bebouwde goederen die betrokken zijn bij een sloopoperatie gevolgd door een herbouw in nieuwe staat, wanneer de werkzaamheden de vaststelling van een kadastraal inkomen inhouden dat 10 pct. hoger is dan het vorige kadastraal inkomen en die, de dag waarop het feit waarvan de aangifte bij toepassing van artikel 473 is voorgeschreven, volledig gelegen zijn binnen de omtrek van een “nieuwe wijk” vastgelegd door de Waalse Regering;

- van bebouwde goederen die betrokken zijn bij een renovatie, wanneer de werkzaamheden een verhoging van het kadastraal inkomen met zich meebrengen tot 10 pct van het bestaande inkomen en die, de dag waarop het feit waarvan de aangifte bij toepassing van artikel 473 is voorgeschreven, volledig gelegen zijn binnen de omtrek van een “nieuwe wijk” vastgelegd door de Waalse Regering;

De “nieuwe wijken” zijn multifunctionele stedenbouwkundige projecten die door de Waalse Regering worden geselecteerd omdat ze deel uitmaken van een innovatieve, voorbeeldige, globale en geïntegreerde aanpak van duurzame ontwikkeling en het mogelijk maken om de aantrekkelijkheid en de competitiviteit van de gebieden te versterken, voor kwaliteitsvolle werkgelegenheid te zorgen, de sociale cohesie te verstevigen, gelijke kansen en burgerparticipatie te bevorderen, een sociaal en cultureel weefsel te creëren dat bevorderlijk is voor het sociaal leven, de klimaatopwarming te bestrijden en het milieu te beschermen.

Hun omtrek wordt door de Waalse Regering vastgesteld voor een periode van 15 jaar.”.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingsbepalingen/Wijzigingen in het Waals Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen*

Art. 18. Artikel 14 van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen wordt gewijzigd als volgt :

a) er wordt een paragraaf 3bis ingevoegd, luidend als volgt :

“ § 3bis. Binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen wordt een tegemoetkoming verleend aan de studenten van het hoger onderwijs die woonachtig zijn op het grondgebied van het Waalse Gewest en regelmatig ingeschreven zijn in een Universiteit, een Hogere School of een Hogere Kunstschool ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap met het oog op de gedeeltelijke terugbetaling van hun huisvestingskosten.”.

b) in paragraaf 5 wordt een punt 6° ingevoegd, luidend als volgt :

“6° de reisduur tussen de woonplaats van de student en de onderwijsvestiging waar hij is ingeschreven.”.

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding*

Art. 19. Dit decreet treedt in werking tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van artikel 18 waarvan de Regering de inwerkingtreding bepaalt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 juli 2018.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën,
Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen,
Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waals Parlement, 1152 (2017-2018) Nrs. 1 tot 9.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 18 juli 2018.

Bespreking.

Stemming.